

69486

ECA/RCID/30/99



**Economic Commission for Africa
Commission économique pour l'Afrique**

Fonctionnaire en mission :	M. H. Koumare
But de la mission :	Prendre part à la 63ème réunion de la CAFAC
Lieu et période de la mission :	Dakar, du 28 au 29 avril 1999
Élément de citation du programme :	Coordination, harmonisation et liaison

Introduction

La Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC) a été créée en 1969 suite à la première réunion sur le transport aérien africain organisée par la CEA et l'OACI. Les instances suprêmes de la Commission sont la Session plénière et les réunions du Bureau de la CAFAC auxquelles participent le Président, les Vice-Président, la CEA, l'OACI et l'OUA. Ainsi, sur invitation de la CAFAC, la CEA a pris part à la 63ème réunion du Bureau tenue à Dakar du 28 au 29 avril 1999. Il est à signaler que la CAFAC a toujours participé aux réunions de la CEA organisées dans le cadre de la Décennie des transports et des communications. Elle contribue aussi aux activités de développement de transport aérien menées par la CEA dans le cadre de la Déclaration de Yamoussoukro sur une nouvelle politique aéronautique africaine.

II. But de la participation

La participation de la CEA à cette 63ème réunion avait pour but principal d'informer et de coordonner avec les membres du Bureau de la CAFAC le concept et la méthodologie d'organisation de la réunion régionale des ministres africains chargés de l'aviation civile qui se tiendra du 9 au 14 novembre 1999 en Côte d'Ivoire.

III. Déroulement et compte rendu des travaux

(a) Ordre du jour

L'ordre du jour de la réunion était :

1. La situation financière de la CAFAC ; les arriérés de contribution, autonomie et privatisation des activités de l'aviation civile ; et le rapport des comités de la CAFAC.
2. Contribution du Nigeria et du Ghana ; mise en œuvre des systèmes CNS/ATM et de la Déclaration de Yamoussoukro.
3. Préparation de l'autonomie de la CAFAC
4. Supervision de la sûreté et de la sécurité ; les questions environnementales ; la formation et le rapport du secrétariat de la CAFAC sur la politique aéronautique.
5. Relations de la CAFAC avec les organisations.
6. Coordination dans le cadre de la conférence diplomatique sur le système de Varsovie.
7. Divers.

b) Compte rendu des travaux

(i) Situation financière

Les arriérés de contribution au budget de la CAFAC s'élèvent à 3.144.611 dollars américains. Il est constaté que seulement 17 sur 43 pays s'acquittent régulièrement de leurs contributions. Toutefois, on remarque une nette amélioration des paiements de contribution pour 1997 et 1998. Les participants ont exprimé leur préoccupation quant aux arriérés et surtout si l'on considère que la Commission doit se préparer pour son autonomie.

Les recommandations ci-dessous qui tiennent compte des suggestions de la CEA ont été adoptées :

- Court et moyen terme
 - Faire une enquête par le secrétariat de la CAFAC sur les voies et moyens utilisés par les pays qui s'acquittent de leurs contributions et les diffuser auprès des autres Etats membres.
 - Inviter les pays des Vice-Président à donner les bons exemples à travers le paiement de leur contribution.
 - Conclure avec les pays membres de l'ASECNA des accords autorisant l'Agence à procéder en leurs noms au paiement des contributions.
 - Entreprendre des missions de sensibilisation auprès des Etats sur la base des propositions concrètes de règlement de paiement des contributions.
 - Préparer une note succincte à l'intention des ministres africains afin de les sensibiliser sur les problèmes financiers de la CAFAC. Cette note pourrait être présentée à la réunion du Comité de transport, communications et tourisme de l'OUA en mai 1999 et à la réunion régionale des ministres africains chargés de l'aviation civile qui se tiendra en novembre 1999 en Côte d'Ivoire.
- Long terme
 - Création d'un fonds de roulement et son financement par les dons et contributions ;

- Mettre au point avec les pays, des solutions durables pour le paiement des contributions
- Etudier la possibilité d'instaurer pendant un ou deux ans, une taxe sur les billets pour financer les activités aéronautiques en Afrique y compris celles de la CAFAC et l'amélioration de la sécurité et de la sûreté.

(ii) Mise en œuvre de la Déclaration de Yamoussoukro

Un membre du secrétariat de la CAFAC a informé la réunion des actions entreprises par la Commission en vue de mettre en œuvre les différentes recommandations du Bureau. La CEA a indiqué que le groupe de travail mis en place pour préparer la réunion régionale des ministres africains chargés de l'aviation civile, a terminé ses travaux et que les documents qui feront l'objet d'examen sont en cours de finalisation. Il a attiré l'attention des membres du Bureau sur les progrès réalisés dans les différentes sous-régions quant à la mise en œuvre de la Déclaration. Concernant les difficultés rencontrées il a mentionné le caractère non juridique de la Déclaration et l'approche adoptée en 1988 qui mettait beaucoup plus l'accent sur l'intégration des compagnies aériennes africaines. Depuis bientôt 5 ans les pays africains ont commencé à changer leur rôle dans le développement des services aériens en abandonnant leurs activités dans la gestion des entreprises de transport aérien pour se limiter à la réglementation de l'accès aux marchés. Ainsi il devient nécessaire de revoir l'approche de 1988 afin de l'adapter au nouveau rôle des gouvernements. Pour répondre à cet impératif, le groupe de travail a proposé de retenir l'objectif de la Déclaration, mais de l'atteindre par l'intégration de l'espace aérien qui nécessite la libéralisation graduelle des droits de trafic à l'intérieur de l'Afrique pour les compagnies aériennes africaines. Le texte législatif préparé par le groupe de travail a été inspiré des expériences des autres régions du monde et

prévoit une mise en œuvre à deux voies avec comme objectif principal d'atteindre la libéralisation des droits de trafic en l'an 2005. En terminant la présentation, le représentant de la CEA a demandé aux membres du Bureau de bien vouloir sensibiliser leurs pays de compétence afin qu'ils prennent part à la réunion de novembre 1999 et de contribuer aux succès de ladite réunion. Des discussions qui ont suivi, certains Vice-Présidents ont informé la CEA des activités de mise en œuvre de la Déclaration dans leur sous-région et ont apporté leur appui à la vision du groupe de travail. Enfin, il a été demandé au Bureau de la CAFAC de continuer à apporter son appui aux activités de la CEA et à se rapprocher de cette dernière pour faire inscrire à l'ordre du jour de la réunion un point portant sur les problèmes financiers de la CAFAC.

(iii) Autonomie de la CAFAC

Le plan de mise en œuvre de l'autonomie de la CAFAC à atteindre en l'an 2002 a été discuté et amendé afin de prendre en compte les consultations avec l'OUA, l'OACI et les autres partenaires de la CAFAC. Il a été demandé d'étudier la possibilité de mettre en place un secrétariat transitaire au cas où les problèmes financiers persisteront. Une session plénière extraordinaire pourrait être convoquée en l'an 2000 pour décider de l'avenir de la CAFAC.

(iv) Supervision de la sécurité et de la sûreté ; la formation aéronautique

Sous ce point, la réunion a été informée des activités de formation menées sous les auspices de la CAFAC en matière de sécurité et de sûreté de même que la mise en place d'un groupe d'experts CAFAC dont les membres serviront d'instructeur de l'OACI. En outre, le secrétariat a fait un rapport sur la mise en œuvre des accords de formation conclus avec l'autorité de l'aviation civile de Singapour, l'Égypte et le Nigéria. Le secrétariat se propose d'organiser une

rencontre des centres de formation aéronautique en Afrique pour harmoniser les différents cours de formation.

La CEA a porté à l'attention de la réunion l'initiative d'Ethiopian airlines qui consiste à organiser du 19 au 21 mai 1999 à Addis Abeba un atelier sur l'expansion de son centre de formation. Il a donc demandé à la CAFAC de prendre part à cette activité dans le but d'assurer une meilleure coordination.

(v) Coordination dans le cadre de la Convention de Varsovie

Sous ce point, la réunion a pris note des dispositions prises par le Bureau de la CAFAC et le projet de document préparé par l'AFRAA. Il a été demandé au Président de la CAFAC d'assurer la coordination des négociations avec les autres groupes et s'assurer que :

- Les intérêts des usagers africains soient préservés,
- Le texte qui sera adopté ait un caractère universel ; et que
- Les opérateurs africains ne soient pas pénalisés

A cet égard, il a été relevé que les limites d'indemnités proposées dans la note de l'AFRAA devront être considérées comme un minimum.

Conclusions

La participation de la CEA à cette réunion a permis d'expliquer les actions menées dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration et de porter à l'attention des participants le concept des solutions proposées en vue d'une révision de la Déclaration. La CEA a aussi assisté la Commission africaine de l'aviation civile a trouvé des solutions aux problèmes : du secrétariat autonome ; des finances ; de coordination des actions pour la convention de Varsovie ; et l'amélioration de sécurité et de la sûreté aéronautique en Afrique.